**MINISTERE DE L'HABITAT
ET DE L'URBANISME**

Arrêté du 15 Chaoual 1425 correspondant au 28 novembre 2004 fixant le modèle-type de la convention d'exécution financière des dépenses au titre de la reconstruction des immeubles collectifs effondrés ou déclarés irrécupérables suite au séisme du 21 mai 2003.

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 92-176 du 4 mai 1992 portant attributions du ministre de l'habitat ;

Vu le décret exécutif n° 03-227 du 21 Rabie Ethani 1424 correspondant au 22 juin 2003 fixant les conditions et les modalités d'octroi des aides pour la réhabilitation des habitations endommagées par le séisme du 21 mai 2003 ;

Vu le décret exécutif n°03-314 du 19 Rajab 1424 correspondant au 16 septembre 2003 fixant les conditions et les modalités d'octroi des aides pour la reconstruction des habitations effondrées ou déclarées irrécupérables suite au séisme du 21 mai 2003.

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 16 du décret exécutif n° 03-314 du 19 Rajab 1424 correspondant au 16 septembre 2003, susvisé, est approuvé le modèle-type de la convention d'exécution financière des dépenses au titre de la reconstruction d'immeubles collectifs effondrés ou déclarés irrécupérables suite au séisme du 21 mai 2003 tel qu'annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Chaoual 1425 correspondant au 28 novembre 2004.

Mohamed Nadir HAMIMID.

ANNEXE

**MODELE-TYPE DE LA CONVENTION
RELATIVE A L'EXECUTION FINANCIERE
DES DEPENSES AU TITRE DE LA RECONSTRUCTION
DES HABITATIONS COLLECTIVES EFFONDREES
OU DECLAREES IRRECUPERABLES SUITE
AU SEISME DU 21 MAI 2003**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE
ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME
WILAYA

**CONVENTION RELATIVE A L'EXECUTION
FINANCIERE DES DEPENSES AU TITRE
DE LA RECONSTRUCTION DES HABITATIONS
COLLECTIVES EFFONDREES OU DECLAREES
IRRECUPERABLES SUITE AU SEISME DU 21 MAI 2003**

**PROJET DE RECONSTRUCTION DE..... LOGEMENTS
A.....**

ENTRE :

La wilaya....., représentée par le wali ;

La caisse nationale du logement (CNL), représentée par son directeur général,

d'une part, et

Le promoteur

..... (raison sociale)..... représenté par....., agissant en qualité de

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

Il a été convenu d'exécuter les dépenses au titre des aides à la reconstruction des immeubles collectifs comprenant logements, localisés à dont les caractéristiques à examiner sont détaillées sur la fiche technique annexée à la présente convention (annexe III).

Art. 2. — Montant des aides

Au titre de la présente convention, la CNL versera au promoteur un montant de [en lettres](..... DA [en chiffres]) représentant la somme des aides à la reconstruction octroyées aux bénéficiaires dont la liste a été validée par la commission *ad hoc* de la circonscription administrative / Daira de

Est annexée à la présente convention la liste afférente à la (aux) décision (s) du wali portant octroi des aides pour la reconstruction des habitations effondrées ou déclarées irrécupérables suite au séisme du 21 mai 2003.

Art. 3. — Modalités de versement de l'aide

Le montant de l'aide à la reconstruction, visée à l'article 2 ci-dessus, sera versé par la CNL au promoteur en quatre (4) tranches, selon l'une des deux (2) méthodes ci-après :

1. Versement à l'achèvement des corps d'état :

TRANCHE	TAUX	ETAT A L'ACHEVEMENT
1	35%	Introduction du dossier prévu à l'article 4
2	35%	Des fondations gros œuvre.
3	25%	Du second œuvre VRD
4	5%	A la prise de possession des logements par les bénéficiaires.